

La Pologne fête les cent ans de son indépendance dans la discorde

Une grande marche nationaliste, dénoncée par l'opposition, est prévue dimanche à Varsovie

VARSOVIE - *correspondance*

Le 11 novembre 1918, la Pologne retrouvait son indépendance après cent vingt-trois ans de partages entre les empires russe, allemand et austro-hongrois. Les Polonais devaient fêter ce centenaire, dimanche, dans une ambiance qui reflète à bien des égards celle qui règne à travers le pays depuis trois ans : dans le chaos et une complète division.

La « révolution conservatrice » lancée par le parti ultraconservateur Droit et justice (PiS) depuis son arrivée au pouvoir, ses atteintes aux principes de l'Etat de droit ont considérablement polarisé et radicalisé la société polonaise. Ce sont donc deux Pologne, l'une représentant un large spectre modéré et démocrate, l'autre, la droite ultraconservatrice et nationaliste, qui s'appêtent à célébrer séparément cet anniversaire.

L'organisation des festivités a pris dès le début des formes ubuesques : depuis plusieurs mois, tout laissait à penser que la principale manifestation dans les rues de Varsovie serait la grande Marche de l'indépendance, organisée chaque année le 11 novembre par les milieux nationalistes. Le président Andrzej Duda (PiS) a d'ailleurs invité les leaders de l'opposition, ainsi que les anciens présidents Lech Walesa, Aleksander Kwasniewski et Bronisław Komorowski, à y participer. Ces derniers ont fermement décliné et le président Duda a fini lui-même par se rétracter.

Les représentants de la majorité avaient auparavant conduit d'intenses négociations avec les organisateurs de la Marche de l'indé-

pendance, afin de les convaincre de ne défiler que sous les couleurs nationales, sans bannière ou signe d'organisations extrémistes. Ces propositions se sont heurtées à une série de refus des nationalistes. Des organisations fascisantes venues de Hongrie, de Slovaquie, d'Italie, de Suède et du Royaume-Uni ont, en revanche, été invitées par les organisateurs. Ces derniers attendent jusqu'à 200 000 personnes, ce qui ferait de la marche de Varsovie une des plus grandes manifestations d'extrême droite au monde.

Le prix de la complaisance

Mais ce programme s'est heurté à une série de rebondissements, qui ont ajouté bien des incertitudes et tensions autour de l'organisation de cette journée. Mercredi 7 novembre, la maire centriste sortante de Varsovie, Hanna Gronkiewicz-Waltz, a décidé d'interdire la manifestation nationaliste pour des raisons de sécurité. Trois heures à peine après cette annonce, le président Duda a indiqué vouloir organiser sa propre marche aux « couleurs nationales », « ouverte à tous », sur le même tracé que la marche des nationalistes.

Vingt-quatre heures plus tard, le tribunal régional de Varsovie a annulé la décision de la maire, expliquant que le droit de manifester ne pouvait être restreint par des « présomptions ». Il est donc probable que la marche présidentielle, à laquelle prendront part les plus hauts responsables de l'Etat, sera précédée par la marche nationaliste. Comble de l'ineptie : la marche présidentielle devra être encadrée par l'ar-

mée, car 40 000 policiers, soit 40 % des effectifs de l'Etat, se sont mis en congé maladie dans le cadre d'une grève dont l'issue est encore incertaine.

Le premier ministre, Mateusz Morawiecki, a assuré qu'« aucun comportement ou signe extrémiste » ne sera toléré par les forces de l'ordre. « Il y a pour nous une ligne rouge très claire entre un comportement patriotique et des attitudes nationalistes ou chauvinistes », a-t-il souligné.

Mais, de l'avis de l'opposition, la majorité paie le prix de sa complaisance avec les milieux nationalistes depuis son arrivée au pouvoir. Les années précédentes, la Marche de l'indépendance avait été qualifiée de « grand rassemblement patriotique » par les médias publics, étroitement contrôlés par le pouvoir. Le parquet, contrôlé par le ministre de la justice, Zbigniew Ziobro, s'est quant à lui montré particulièrement indulgent vis-à-vis de certains excès de groupes d'extrême droite.

Les célébrations sont entachées par une autre polémique : samedi 10 novembre doit être inaugurée, près de la tombe du Soldat inconnu, en plein cœur de Varsovie, une statue de l'ancien président et frère jumeau de l'actuel chef de la majorité, Lech Kaczyński, mort en 2010. La statue, située sur la place du général Józef Piłsudski, le père de l'indépendance polonaise, s'avère plus imposante et plus haute que la statue de ce dernier. L'opposition dénonce un « culte de la personnalité ».

Déplorant cette ambiance délétère, l'ancien président et leader charismatique du syndicat Soli-

darnosc, Lech Walesa, a signé une *pénne (...), une fois pour toutes an-* objectifs à courte vue, œuvrer à
tribune dans plusieurs journaux *crer la Pologne dans la civilisation* l'isolement, à l'affaiblissement et
européens, dont *Le Monde*. Il écrit : *occidentale. Nous n'imaginions au désarmement de la Pologne.*»
«*Nous avons saisi la chance histo-* pas alors avec quelle force destruc- Cette sentence amère sonne
rique de faire entrer la Pologne trice (...) un pouvoir démocratique- comme un avertissement. ■
dans l'OTAN et dans l'Union euro- ment élu pourrait, au nom de ses **JAKUB IWANIUK**